

**8<sup>ème</sup> Congrès de l'Association Française de Science Politique  
Lyon, 14-15-16 septembre 2005**

<b>APPEL A COMMUNICATIONS</b>
-------------------------------

**TABLE RONDE**

**MOTS ET DISPOSITIFS DU  
« GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE »**

Paul Bacot et Gilles Pollet  
professeurs de Science politique à l'Institut d'études politiques de Lyon

Cette table ronde est fondée sur un pari : la possibilité de traiter de la « question démocratique » indépendamment d'une posture normative et sans une définition préalable et *a priori* de la démocratie. Il ne s'agira donc pas ici de s'interroger sur ce que serait la vraie ou la bonne « démocratie », mais bien plutôt, d'une part, de voir comment des mots sont utilisés dans des stratégies de distinction tendant à opposer des systèmes de gouvernement les uns aux autres, et d'autre part, de vérifier si les labellisations démocratiques renvoient à des dispositifs et à des pratiques individuelles et collectives spécifiques et empiriquement observables tant chez les gouvernants que chez les gouvernés (*Does polity matter ?*, en quelque sorte).

Ce double questionnement concernera la période contemporaine (19<sup>ème</sup> - 21<sup>ème</sup> siècles), marquée par une spectaculaire mais résistible généralisation de la référence à une « démocratie » dont le contenu n'a cessé pourtant d'évoluer et de constituer un enjeu de luttes. Si les mots servent à exprimer et à façonner tant les actions que leurs représentations, leur étude peut constituer une entrée privilégiée pour une science politique voulant revisiter le « phénomène démocratique » comme construit social et politique. Au-delà, ils peuvent être pensés comme participant de dispositifs et instruments concrets de gouvernement aux formes multiples mais toujours associés à la référence au « gouvernement démocratique ».

Les travaux sur lesquels un tel programme peut faire fond sont évidemment légion, notamment dans la littérature de politique comparée et de transitologie ou dans celle inspirée de la lexicologie politique. Les récents développements de la sociologie des mobilisations, comme les fructueuses rencontres entre la tradition de la sociologie politique et l'analyse de l'action publique, ou encore entre sociologie et philosophie, pourront aussi nourrir problématiques et hypothèses.

Les communications attendues peuvent relever de différentes spécialités de la discipline et de disciplines voisines, mais on privilégiera celles qui s'appuieront sur un travail empirique original portant sur un terrain ou un corpus précis et circonscrit. La dimension comparative sera particulièrement encouragée. Le travail de comparaison ne sera d'ailleurs pas opéré nécessairement ou uniquement entre types de régimes ou de pays, ni même forcément dans l'espace géographique et autour d'aires culturelles, mais pourra aussi se faire dans l'espace social ou dans le temps (tout en restant dans l'époque contemporaine). Ainsi sera-t-il fait œuvre utile, en contribuant à donner à la politique comparée la place qui doit lui revenir dans une science politique francophone réputée relativement timide en la matière.

Ce repérage de ce qui est dit – prétendu ou reconnu – « démocratique » (ou « non démocratique ») peut s'opérer aussi bien à l'échelle nationale qu'inter-, supra- ou transnationale, mais aussi au niveau local ou dans le cadre d'institutions ou d'organisations de différentes natures, et tant chez les politiciens que chez les politologues ou les citoyens ordinaires.

Afin de laisser place aux problématiques et aux objets innovants, l'ordonnancement définitif des quatre séances de travail ne sera arrêté qu'après réception des propositions de communications. Néanmoins, on peut d'ores et déjà supposer qu'elles se rangeront dans deux grandes thématiques.

## **1. Penser la démocratie**

### **Les figures des théories et du discours démocratiques**

Comment la notion de démocratie sert-elle à caractériser, voire à justifier, certains types de réalités politiques ? Quels sont les mots, les arguments, les références qui nourrissent le débat actuel sur la spécificité d'une forme démocratique du gouvernement d'un pays, d'une organisation, d'une collectivité ?

On partira de l'idée selon laquelle l'étude des mots utilisés en politique renseigne à la fois sur le capital cognitif et culturel mobilisé, et sur la stratégie des acteurs. Elle éclaire tout à la fois ce que disent les uns et sur ce qu'entendent les autres. C'est vrai des mots utilisés tant par les acteurs du jeu politique que par les savants qui l'analysent. Qu'il s'agisse donc de la désignation de concepts, d'institutions, de procédures, de comportements ou de fonctions, il sera toujours utile et souvent particulièrement révélateur d'interroger l'étymologie et l'histoire du mot, sa polysémie et les tropes qu'elle recèle, ses dérivés et les mots composés qu'il génère, voire ses homonymes ou sa place dans les systèmes d'emprunts entre langues.

Plus généralement, ce sont les langages, les concepts, les schèmes argumentaires utilisés pour parler de démocratie qui pourront alimenter ce premier volet de la table ronde. Il va de soi que l'étude des symboles et emblèmes de la démocratie, mais aussi de ses représentations iconographiques (positives ou négatives), a également sa place dans un tel programme.

On peut dès lors imaginer, pour cette première grande thématique, une répartition des contributions ordonnée autour des pôles suivants :

- Les mots pour dire, justifier ou dénoncer la démocratie, le démocratique, les démocrates
- Les images, symboles et emblèmes pour figurer la démocratie, le démocratique, les démocrates

## **2. Gouverner en démocratie**

### **Entre action publique et action politique**

L'observation concrète des processus d'action publique et de mobilisations politiques met-elle en lumière une spécificité « démocratique », que ce soit dans l'action ou dans le discours sur l'action ? Peut-on, par exemple, identifier des processus spécifiquement démocratiques, ou en tout cas revendiqués comme tels, dans la conception et la mise en œuvre des politiques et de l'action publiques ? L'impératif « démocratique » induit-il des formes particulières de liens et d'interactions entre *politics* et *policies*, autrement dit entre la production des discours, représentations et idéologies d'un côté, et la construction de l'action publique et de ses instruments de l'autre ?

On pourra notamment interroger les formes de justification démocratique des dispositifs et techniques de représentation, de consultation, de délibération ou encore de décision et d'évaluation. Dans ce cadre, deux pôles d'interrogation peuvent être privilégiés.

- Il s'agit tout d'abord, dans une perspective de politique comparée, de questionner l'influence que les différents types de démocratie (représentative, directe, délibérative, participative, de concordance, de négociation...) peuvent ou non avoir sur les formes et les cadres de l'action publique. A travers ce prisme, c'est un ensemble de « grammaires politiques et d'action publique » qui devient objet d'analyse, à travers notamment la prise en compte de leurs agencements respectifs, de leurs contextes d'énonciation, des usages et enjeux qui les caractérisent, des effets d'étiquetage et de mode auxquels elles renvoient, etc.
- On propose également de réinterroger les modèles classiques d'analyse des politiques publiques (pluralisme, néo-corporatisme, néo-institutionnalismes...), en tentant par exemple de mettre en parallèle les types de dispositifs d'action publique qu'ils illustrent ainsi que les formes « démocratiques » de structuration des intérêts sociaux et politiques qu'ils mettent en scène. En opérant une contextualisation de ces modèles, on peut également tenter de saisir les liens complexes qui se sont créés entre mondes académiques et mondes de la décision publique. On s'interrogera en particulier sur les interfaces ainsi que sur les effets de traduction pouvant exister entre des grammaires académiques et savantes ou expertes d'un côté et des rhétoriques politiques de l'autre. Un véritable chantier de recherche peut ainsi se constituer autour de la prise en compte et de l'analyse des effets d'importation/traduction de concepts, notions ou simples expressions d'un univers culturel et/ou géographique vers un autre. Du réseau à la gouvernance, du (néo)corporatisme aux institutionnalismes, du système d'action aux forums hybrides, de l'analyse séquentielle au gradualisme, c'est tout à la fois des univers de sens ainsi que des processus discursifs et des pratiques d'action qui s'offrent à l'analyste des mots et figures du gouvernement démocratique.

Les propositions de communications (3000 signes environ) devront être adressées aux deux initiateurs de la table ronde par mail ([paul.bacot@univ-lyon2.fr](mailto:paul.bacot@univ-lyon2.fr) et [gilles.pollet@univ-lyon2.fr](mailto:gilles.pollet@univ-lyon2.fr)) avant le **15 décembre 2004**.

La sélection des contributions retenues sera effectuée avant le **15 janvier 2005**.

Les textes définitifs devront être communiqués en document attaché au plus tard le **15 avril 2005**.